

-----  
**ORGANE DE REGLEMENT  
DES DIFFERENDS**

**DECISION N°2025-D.R 00198/ARCOP/ORD  
L'ORGANE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS,**

siégeant en matière de discipline en sa séance du 2 octobre 2025 sur demande de comparution de l'Entreprise Construction et Aménagement Moderne du Faso (CAMF) (numéro IFU 00021502 B et RCCM BF OUA 2016 M 7656) à la suite de la décision n°2025-D0099/ARCOP/ORD du 14 juillet 2025, rendue suite à sa défaillance dans l'exécution du marché n°EPE-ENGSP/03/03/02/00/2024/00040 pour la réalisation des travaux de construction du rez-de-chaussée d'un dortoir extensible en R+1 au profit de l'ENGSP;

composé de :

Monsieur Abdoulaye SERE, Président de séance ;  
Monsieur Jean Hubert YONI ;  
Monsieur Ousséni KAGAMBEGA ;

Tous membres de l'ORD ;

Assisté de Monsieur A. Dramane SAKANDE, assurant le secrétariat de l'ORD ;

**Vu** *la loi n° 005-2024/ALT du 20 avril 2024 portant réglementation générale de la commande publique au Burkina Faso ;*

**Vu** *le décret n° 2024-1695/PRES/PM du 31 décembre 2024 portant, attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation de la commande publique ;*

**Vu** *le décret n°2024-1748/PRES/PM/MEF du 31 décembre 2024 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics ;*

**Vu** *le décret n° 2017-0049/PRES/PM/MINEFID du 1er février 2017 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;*

**Vu** *le décret n° 2024-1787/PRES/PM/MEF du 31 décembre 2024 portant réglementation de la maîtrise d'ouvrage public déléguée, de l'assistance à la maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre ;*

**Sur** *poursuite contre l'Entreprise Construction et Aménagement Moderne du Faso (CAMF) (numéro IFU 00021502 B et RCCM BF OUA 2016 M 7656) et son représentant légal, Monsieur Talato dit Mathieu TIEMTORE pour leurs défaillances relativement à l'exécution du marché ci-dessus cité ;*

**Vu** *l'ensemble des pièces du dossier ;*

*Les mis en cause entendus ;*

*A rendu la présente décision :*

En présence de l'Entreprise Construction et Aménagement Moderne du Faso (CAMF) (numéro IFU 00021502 B et RCCM BF OUA 2016 M 7656) et son représentant légal, Monsieur Talato dit Mathieu TIEMTORE, assisté de Mesdames Fatimata KABORE, Sanata BAWORO et Christophe OUOBA, leurs conseils ;

Statuant contradictoirement et à charge de recours devant la juridiction compétente ;

## **I. FAITS-PROCEDURE-PRETENTIONS-MOYENS DES PARTIES**

l'Autorité de régulation de la commande publique (ARCOP) a reçu l'ampliation de la décision de résiliation du marché concerné par lettre de l'École Nationale de Garde de Sécurité Pénitentiaire (ENGSP) ;

il ressort en substance de cette décision que l'Entreprise Construction et Aménagement Moderne du Faso (CAMF) a été titulaire du marché ci-dessus cité ; que dans le cadre de l'exécution dudit marché, deux (2) mises en demeure régulières lui ont été adressées sans suite ; qu'en conséquence, ledit marché a été résilié conformément à la réglementation en vigueur ;

que l'ARCOP s'en est saisi pour entendre les mis en cause en discipline afin de situer leur responsabilité dans l'inexécution du marché ;

qu'en dépit de la convocation pour la session disciplinaire du 14 juillet 2025, les mis en cause n'ont pas comparu ; que l'ORD a par décision n°2025-D0099/ARCOP/ORD du 14 juillet 2025 pris une sanction à titre conservatoire à leur égard jusqu'à leur comparution effective ;

c'est ainsi que, par lettre en date du 19 septembre 2025, les mis en cause ont demandé à comparaitre afin de répondre des faits qui leur sont reprochés ;

## **II. DISCUSSION**

### **A. sur la compétence,**

considérant que le marché susvisé reste soumis aux dispositions du décret n°2017-0049/PRES/PM/MINEFID du 1er février 2017 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;

considérant qu'aux termes des dispositions de l'article 63 de la loi n° 005-2024/ALT du 20 avril 2024 et des articles 209 et 213 du décret n° 2024-1748/PRES/PM/MEF du 31 décembre 2024 ci-dessus visé, l'ORD est compétent pour connaître de la défaillance des titulaires en matière de commande publique ;

considérant que les présentes poursuites visent un cas de défaillance ayant abouti à la résiliation du marché n°EPE-ENGSP/03/03/02/00/2024/00040 pour la réalisation des travaux de construction du rez-de-chaussée d'un dortoir extensible en R+1 au profit de l'ENGSP ;

qu'il y a lieu de dire que l'ORD est compétent pour en connaître ;

## **B. sur la recevabilité,**

considérant qu'il ressort de l'article 213 in fine du décret n°2024-1748/PRES/PM/MEF suscité que : « l'Autorité de régulation de la commande publique établit périodiquement la liste des entreprises défaillantes » ;

considérant qu'aux termes des articles 38 et suivants du décret n°2024-1695/PRES/PM du 31 décembre 2024 précité, l'ORD peut recevoir des dénonciations des parties intéressées ou de toute autre personne avant, pendant et après la passation ou l'exécution d'une commande publique, statuer sur toute irrégularité dont les membres de l'ORD sont saisis, ou s'autosaisir et statuer sur les irrégularités, les fautes et les infractions constatées sur le fondement des informations recueillies dans l'exercice de sa mission, ou de toute information communiquée par des parties contractantes, des candidats ou des tiers ;

considérant que la procédure disciplinaire a été engagée contre l'Entreprise Construction et Aménagement Moderne du Faso (CAMF) et son représentant légal dans le cadre de l'exécution du marché ci-dessus cité ;

qu'il convient, dès lors, de la déclarer recevable ;

## **C. Sur le fond,**

considérant qu'aux termes de l'article 2 point 20 du décret n°2024-1748/PRES/PM/MEF ci-dessus cité, « l'entreprise responsable, au cours des dix (10) dernières années pour les marchés de travaux et des trois (3) dernières années pour les autres natures de prestations, d'une inexécution partielle ou totale, d'une mauvaise exécution ou d'une exécution tardive ou dont un marché public a été r sil i  à son tort exclusif » est une entreprise défaillante ;

considérant qu'il ressort des textes en vigueur, notamment l'article 63 de la loi n°005-2024/ALT du 20 avril 2024 et les articles 209 et 213 du décret n°2024-1748/PRES/PM/MEF du 31 décembre 2024, que l'entreprise défaillante peut faire l'objet de plusieurs sanctions dont l'exclusion temporaire ou définitive et la sanction pécuniaire prononcées par l'Organe de règlement non juridictionnel des différends ;

considérant qu'aux termes des articles 73, 76, 78, 80 du décret n°2024-1748/PRES/PM/MEF du 31 décembre 2024, que les candidats à une consultation de consultants, une demande de cotation, un appel d'offres restreint, une entente directe ne doivent pas figurer sur la liste des entreprises défaillantes ;

considérant qu'il est reproché aux deux (02) acteurs, l'Entreprise Construction et Aménagement Moderne du Faso (CAMF) et son représentant légal, de n'avoir pas rempli leurs obligations contractuelles, ce qui a conduit à la résiliation du marché ci-dessus cité ; qu'en effet, l'autorité contractante a d  résilier le contrat devant l'incapacité du titulaire du marché à l'exécuter ;

considérant que l'ORD, après avoir entendu les parties et pris connaissance des pièces versées au dossier, relève que suivant le procès-verbal de conciliation n°2025-C0093/ARCOP/ORD du 10 juillet 2025, la résiliation du marché n°EPE-ENGSP/03/03/02/00/2024/00040 pour la réalisation des travaux de construction du rez-de-chaussée d'un dortoir extensible en R+1 au profit de l'ENGSP a été rapportée afin d'achever les travaux ; qu'à ce stade, il n'y a plus lieu de poursuivre en matière disciplinaire l'Entreprise Construction et Aménagement Moderne du Faso (CAMF) et son représentant légal, Monsieur Talato dit Mathieu TIEMTORE ;

### **PAR CES MOTIFS**

#### **DECIDE :**

- **qu'il est compétent ;**
- **que la procédure est recevable ;**
- **que l'Entreprise Construction et Aménagement Moderne du Faso (CAMF) s'étant présenté à l'ORD, il y a lieu d'annuler la décision n°2025-D0099/ARCOP/ORD du 14 juillet 2025 et de statuer à nouveau sur la base des éléments du dossier ;**
- **que suivant le procès-verbal de conciliation n°2025-C0093/ARCOP/ORD du 10 juillet 2025, la résiliation du marché n°EPE-ENGSP/03/03/02/00/2024/00040 pour la réalisation des travaux de construction du rez-de-chaussée d'un dortoir extensible en R+1 au profit de l'ENGSP a été rapportée afin d'achever les travaux ;**
- **qu'à ce stade, il n'y a plus lieu de poursuivre en matière disciplinaire l'Entreprise Construction et Aménagement Moderne du Faso (CAMF) et son représentant légal, Monsieur Talato dit Mathieu TIEMTORE ;**
- **que le Secrétaire permanent de l'Autorité de régulation de la commande publique est chargé de notifier aux parties et à la Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers, la présente décision qui sera publiée partout où besoin sera.**

Ouagadougou, le 02 octobre 2025

Le Président de séance

**Abdoulaye SERE**